

ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

Solidarité Anticolonialiste

L'explosion en Nouvelle-Calédonie était prévisible.

Les alarmes n'ont pas manqué pour avertir le gouvernement de ce qu'il allait provoquer en prétendant imposer en l'absence de consensus une loi de dégel du corps électoral des provinciales.

Il a pensé convaincre par un argument masqué : en France, il est inacceptable que certains Français soient empêchés de voter, le gel du corps électoral est une anomalie héritée d'un accord de Nouméa obsolète. Donc agissons vite et passons en force.

C'était considérer que l'opinion, face à cette prétendue évidence, resterait aveugle à cette autre évidence : la Kanaky/Nouvelle-Calédonie n'est pas « *un bout de France dans le Pacifique* ».

Le peuple Kanak a été colonisé. Il est le « *peuple premier* » de ce territoire défini par les Nations-Unies comme « *non autonome et à décoloniser* ».

Dans cette colonie de peuplement, les révoltes répétées du peuple Kanak ont été sauvagement réprimées.

C'est auprès de ce peuple que l'État français s'est engagé par les accords de Matignon et Nouméa à assumer un inédit et fragile processus de décolonisation. Au nom de cet accord les indépendantistes ont accepté de construire un devenir commun avec les autres composantes ancrées dans la société calédonienne, dès lors que seraient respectés les droits et la dignité des Kanak.

Par ses objectifs et sa méthode Macron et Darmanin déchirent l'engagement pris et le respect dû au peuple kanak.

La révolte de ce dernier est légitime. Nous en sommes solidaires.

Kanaky/Nouvelle-Calédonie : quels enjeux ?

Pour imposer leur loi portant dégel du corps électoral, Macron et Darmanin ne lésinent pas sur les moyens. De l'ordre de la propagande jusque-là, à présent militaires pour après les émeutes reprendre le contrôle du territoire.

Preuve que cette réforme ne relève pas d'un simple ajustement électoral, qui serait d'en finir avec une anomalie démocratique privant de vote certains Français installés en Nouvelle-Calédonie.



Les Kanaks l'ont immédiatement compris, d'où leurs alertes et leur révolte. Il s'agit de réduire irrévocablement les Kanaks à une minorité électorale, mise dans l'impossibilité de décider du devenir du pays. Donc d'en finir avec le processus de décolonisation engagé par les accords de Matignon et de Nouméa.

Un objectif conforme à ce que veut la vraie minorité du pays, cette fraction de la droite colonialiste guidée par la défense de ses seuls privilèges, et prête à en découdre pour imposer ses vues.

Macron a montré dans quel camp il joue et quelle valeur il accorde à l'idée d'un État impartial.

Il pense qu'il suffit pour régler le problème de répéter que par trois fois la Calédonie a choisi de « *rester* » (sic) « *dans la France* ». C'est feindre d'oublier qu'en décembre 2021 le dernier référendum s'est tenu sans les Kanak, en conséquence de quoi et avec 43 % de participation celui-ci est privé de toute légitimité. Et c'est refuser de comprendre que le peuple Kanak ne renoncera jamais à ses droits. Donc que seul le respect de ceux-ci permet de construire un projet d'avenir partagé par les différentes composantes de la société calédonienne.

C'est folie d'opposer à cette voie de raison et de paix la volonté de maintenir la mainmise de la France sur la Nouvelle-Calédonie. Au nom d'intérêts économiques (le nickel, le domaine maritime français) et d'une vision géostratégique : grâce à la Nouvelle-Calédonie (et à la Polynésie), la France s'affirme comme un acteur dans le grand jeu de « *l'Indo-Pacifique* ».

Comme il y est invité de divers bords, le gouvernement doit changer de méthode, retirer cette loi et reporter *sine die* la convocation du Congrès, écarter Darmanin du dossier, accepter qu'une « *mission de dialogue* » soit mandatée pour rechercher en Nouvelle-Calédonie les voies d'un consensus.

Faute de quoi il prendra la lourde responsabilité de nouveaux drames et de compromettre l'avenir. La France, comme en alerte Antoine Leca, « *si elle déclenche une ultime guerre coloniale, elle se déshonorerait et, de surcroît, elle la perdrait* ».

Communiqué de l'UNION CALEDONIENNE

La conférence de presse du Haut-Commissaire du jeudi 16 mai oscille entre amateurisme et manipulation, et mérite donc quelques rectifications publiques. Nous devons dénoncer ce qui s'apparente, compte tenu du fait que nous disposons d'informations fiables, à une campagne de désinformation alimentant les tensions au moment même où tout le monde appelle à l'apaisement. Quelques rectifications sont à faire :



- Le 1^{er} gendarme décédé n'a pas été tué à Saint Louis mais à la Coulée, ce mensonge participe à stigmatiser les gens de la tribu alors que ceux-ci étaient en réunion toute la journée pour faire enlever les obstacles.
- La CCAT n'a jamais donné des consignes pour voler, saccager, brûler... ni s'attaquer à la population ! La consigne de mobilisation pacifique est la suivante : on ne touche pas aux biens et aux personnes. La CCAT a demandé de lever le pied sur les blocages. Les dernières réunions ont confirmé cette consigne.
- Les personnes qui se sont mobilisées au titre de la CCAT ne sont pas des émeutiers, ni des voyous, ce sont des militants des partis politiques indépendantistes. On ne peut pas faire d'amalgame car comme dans toute manifestation les casseurs en ont profité pour saccager et brûler...
- Les gendarmeries de Hienghène et de Nengoné n'ont jamais été attaquées comme le confirme le démenti de la gendarmerie même.

La représentation nationale et l'opinion publique sont en train de se rendre compte que tout ce qui se passe dans notre Pays est de la seule responsabilité de Macron et de ses ministres.

Comme l'a indiqué le communiqué du président Goa, on ne peut pas prétexter que l'UC et la CCAT n'avaient pas averti l'État, la représentation nationale, les médias, l'opinion publique et l'internationale, des risques de passage en force de la loi, sans consensus sur la question fondamentale qu'est le corps électoral calédonien.

Le Secrétaire général : Dominique Fochi, Nouméa le 17 mai 2024

Entre répression et solution politique : le pouvoir à la croisée des chemins

Le pouvoir montre ses muscles : état d'urgence, arrestations, déploiement massif de forces de police et de gendarmerie - dont GIGN et RAID, de triste mémoire depuis le massacre d'Ouvéa -, et la propagande classique du « rétablissement de l'ordre » : stigmatisation des jeunes kanaks, criminalisation de la CCAT, dénoncée comme « groupe maffieux ». Et la crainte d'une répression généralisée peu soucieuse de respecter le droit.

Quant au retour à la paix ? Il suppose de comprendre que les appels au calme des indépendantistes sont d'une autre efficacité que les grenades et les blindés, que les actions des associations sur le terrain pour répondre aux besoins de la population sont mieux à même de rassurer celle-ci que les propos enflammés annonçant la « guerre civile ».

Soit le gouvernement se rallie aux discours belliqueux de ceux qui à droite et à l'extrême droite l'appellent à ne pas reculer d'un pouce et à accélérer la validation de la loi constitutionnelle par le Congrès.

Soit il entend les appels à la raison qui venant de toutes les composantes de la gauche et d'une partie de la droite invitent à lever le pied, à retirer la loi qui a mis le feu aux poudres et à suspendre le processus législatif. Ainsi qu'à déléguer sur place une « mission de dialogue » pour discuter avec toutes les forces en vue de chercher la voie d'un consensus.

Ne pas répondre à ces appels conduirait Macron à prendre la lourde responsabilité d'engager tout le pays dans la voie d'une catastrophe.

La mobilisation unitaire à gauche est impérative pour la conjurer.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com

